



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement  
Lorraine

Epinal, le 24 mars 2014

Unité Territoriale des Vosges

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**Objet :** SA BLANCHIMENT DE XONRUPT II sise à GERARDMER

--	--	--

*[Signature]*

## **1. POSITIONNEMENT IED :**

### **Contexte**

Conformément aux dispositions de l'article R. 515-84 du Code de l'Environnement, l'exploitant d'une installation existante visée par les dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du Code de l'Environnement (chapitre 2 de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010), doit faire parvenir au Préfet, dans un délai de 6 mois à compter de l'entrée en vigueur du décret n° 2013-374 du 02 mai 2013, soit avant le 05 novembre 2013, une proposition motivée de rubrique principale et de conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale pour son activité.

Par courriel du 21 mars 2014, l'exploitant a fait parvenir dans nos services une proposition de positionnement par rapport à la directive dite « IED ».

La société BLANCHIMENT DE XONRUPT II est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2655/2008 du 21 août 2008, à poursuivre l'exploitation d'une unité de blanchiment textile sur la commune de GERARDMER. Les activités exercées étaient visées par la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite directive IPPC.

Les obligations de l'exploitant lui ont été rappelées par courrier de l'Inspection des Installations Classées du 05 juillet 2013 (nos références : PR-DI-13-727).

### **Analyse de l'inspection**

Parmi les rubriques 3000 de la nomenclature des installations, l'exploitant propose de retenir la rubrique 3620 (Prétraitement ou teinture de textiles) comme rubrique principale de l'installation. D'après l'exploitant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables sur l'exploitation est le document BREF intitulé « Industrie textile» (TXT) ;

L'exploitant propose de retenir les conclusions sur les MTD relatives au document BREF intitulé « Industrie textile» (TXT) comme conclusions relatives à la rubrique principale de l'exploitation. Il justifie ses propositions par le fait que la fonction principale du site est l'ennoblissement de textile.

Au vu des justifications apportées par l'exploitant, l'inspection des installations classées considère que les propositions de l'exploitant sont adaptées à l'établissement situé sur la commune GERARDMER et dont les activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral n° 2655/2008 du 21 août 2008.

### **Proposition de l'inspection**

Compte tenu des éléments justificatifs joints à la proposition de l'exploitant, l'inspection propose à Monsieur le Préfet des Vosges de donner acte de ses propositions et de lui indiquer qu'il a pris bonne note de la nouvelle rubrique par laquelle son installation est concernée.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire prenant en compte ces éléments est proposé en annexe.

## **2. CONCLUSION :**

L'inspection des installations classées propose, en application de l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement, de soumettre le projet d'arrêté annexé au présent rapport, à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

## PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

### **Société BLANCHIMENT DE XONRUPT II Sise sur la commune de GERARDMER**

Le Préfet des Vosges  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;  
Vu le code de l'environnement et en particulier son Livre V ;  
Vu l'arrêté préfectoral n° 2655/2008 du 21 août 2008 autorisant la société BLANCHIMENT DE XONRUPT II à exploiter une unité de blanchiment textile sur le territoire de la commune de GERARDMER ;  
Vu le courrier de l'inspection des installations classées daté du 05 juillet 2013 ;  
Vu le courriel de l'exploitant daté du 21 mars 2014 ;  
Vu le rapport de l'inspection daté du 24 mars 2014 ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article R. 515-84 du Code de l'Environnement, l'exploitant a proposé à Monsieur Le Préfet des Vosges, par courrier précité, de retenir la rubrique 3620 comme rubrique principale de l'exploitation ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article R. 515-84 du Code de l'Environnement, l'exploitant a proposé à monsieur le Préfet des Vosges, par courrier précité, de retenir les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BATc) relatives au document BREF intitulé « Industrie textile » comme BATc relatives à la rubrique principale pour son activité ;

Considérant par ailleurs que, conformément aux dispositions de l'article R. 515-61 du Code de l'Environnement, l'arrêté d'autorisation mentionne, parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58, la rubrique principale de l'exploitation ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>**- L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2655/2008 est complété comme suit :

*« Pour l'ensemble des installations visées par l'article R. 515-58 du Code de l'Environnement et dont l'exploitation est autorisée par le présent arrêté, la rubrique principale est la rubrique 3620 relative au prétraitement ou teinture de textiles et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au document BREF intitulé « Industrie textile » ».*

La liste des installations classées figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2655/2008 est remplacée par :

Numéro	Activités	A/D	Observations
3620	Prétraitement (opérations de lavage, blanchiment, mercerisation) ou teinture de fibres textiles ou de textiles, avec une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour	A <sup>1</sup>	Capacité de production : 20 t/j

#### **Articles d'exécution**

<sup>1</sup> A : Autorisation